



Daniel Cohen éditeur

www.editionsorizons.com

Témoins / Témoignages

Témoins, chez Orizons, s'ouvre au récit d'une expérience personnelle lorsqu'elle libère, au-delà de l'engagement moral et psychologique, des perspectives plus larges. S'il est vrai que chaque individu est un maillon indispensable à tel ensemble, les faits qu'il relate recouvrent tantôt un réel sociologique ou historique, tantôt une somme de détails grâce auxquels un *document* naît — en somme un acte personnel profitable au plus grand nombre. Ladite expérience renseigne et conduit, par ce qu'elle implique, à la réflexion. Biographie d'untel ou récit contracté d'un événement qui a dynamisé, voire transformé la vie de tel autre, geste d'une initiation collective parfois, sinon même miroir des nations prises sous le flash d'un œil, par essence subjectif, *Témoins* dit et dira les hommes de toutes obédiences.

L'éditeur et le coordinateur remercient l'Institut culturel roumain pour le soutien apporté à la publication de cet ouvrage.

Photo de couverture Constantin Duma de l'Agence de presse AGERPRESS (Roumanie). Ce document a été cédé gracieusement pour les besoins de cette édition. L'éditeur et le coordinateur lui en savent gré.

ISBN : 978-2-336-30028-3

© Orizons, Paris, 2014

Journalistes français
dans la Roumanie communiste
1974-1989

Dans la même collection

- Maurice Couturier, *Chronique de l'oubli*, 2008.
- Josy Adida-Goldberg, *Les Deux pères*, 2008.
- Chochana Meyer, *Un juif chrétien ?*, 2008.
- David Mendelsohn, *Millau, terre d'accueil des Juifs*, 2010.
- François Wolff, *Si venait au monde un homme*, 2010.
- Olivier Larizza, *Couleur Mirabelle*, 2011.
- Michel Arouimi, *Françoise Hardy : pour un public majeur*, 2012.
- Paul Heutching, *Le bourreau a tué trois fois, réflexions sur des siècles de traites négrières*, 2012.
- Olivier Larizza, *Le Tour de France dans tous ses états !*, 2013.
- Hassna Aalouach-Belkanichi, *Les fruits de la Hogra, la première marche de la Révolution tunisienne 2010-11*, 2014.
- Laurent Bayart, *Chroniques du tour de France*, 2014.
- Ittamar Ben-Avi, *L'Enclave*, 2014.
- Martine Breuillot, *Promenades littéraires dans le Taygète*, 2014.
- François-George Bussac, *La « Révolution » tunisienne, Chroniques 2011-2014*, 2014.
- Radu Ciobotea, *Journalistes français dans la Roumanie communiste*, 2014.
- Françoise Maffre Castellani, *Marta Hillers. Un scandale*, 2014.
- Louis Nucera et Fanny Lévy, *Faire de l'art avec un souvenir, correspondance*, édition de Fanny Lévy, 2014

Sous la direction de
Radu Ciobotea

Journalistes français dans la Roumanie communiste

1974-1989

 rizons

2014

Du même auteur, chez Orizons

Le mot vécu, Le reportage français et roumain, dans
l'entre-deux-guerres, coll. « Universités », 2010.

AVANT-PROPOS

Christian Makarian

La Roumanie après 25 ans

Du pays des Daces, conquis au I^{er} siècle de notre ère, par l'empereur romain Trajan, surgit depuis la nuit des temps une dualité fertile, que l'histoire n'a jamais démentie.

De langue latine, la Roumanie est aussi byzantine par son adhésion fervente à la foi et à la culture orthodoxe ; aucune autre nation européenne ne peut se réclamer d'une telle complémentarité, qui fait d'elle un pont naturel entre les deux versants du continent.

Cette bipolarité, aujourd'hui heureuse, est enfin rendue à sa vocation naturelle, après tant d'épisodes sombres, grâce à l'*Eliberarea* du mois de décembre 1989, qui a permis à un tout un peuple de se libérer des chaînes de la dictature communiste. Pour toute une génération élevée en-deçà du rideau de fer, ces événements, suivis jour après jour par des foules de téléspectateurs occidentaux stupéfiés, furent précurseurs d'un immense basculement.

Il revient à l'histoire roumaine d'avoir transformé les obscurités des premiers développements de ce renversement en une voie qui s'est éclaircie au fil des ans. En position orientale par rapport aux grandes étapes de l'histoire de l'Europe, la Roumanie s'est retrouvée en situation centrale si l'on prend en considération, désormais, l'Europe dans toute sa dimension continentale. Il n'est donc pas surprenant que, vingt-cinq ans après la chute du régime tyrannique de Nicolae Ceaușescu, le destin roumain se situe encore, en 2014, aux avant-postes de l'actualité. C'est en voisin direct de l'Ukraine, et en bonne connaissance des invariables ambitions de la Russie, que ce peuple qu'aucune complexité géographique n'inquiète — il est à la fois du fleuve (Le Danube), des montagnes (les Carpates) et de la mer (la Mer noire) — poursuit sa route après avoir choisi délibérément la voie occidentale.

Parmi toutes les ex-démocraties populaires, la Roumanie représente sans doute l'un des itinéraires les plus courageux et l'un des plus inté-

ressants à observer. Non seulement pour avoir conduit vaillamment sa propre libération, mais aussi pour avoir su mener à bien, au fil d'épisodes agités, sa transition démocratique et sa modernisation économique. La tâche était gigantesque ; elle demeure en cours d'accomplissement. Dès 1995, le pays a demandé son adhésion à l'Union européenne, qui est devenue effective le 1^{er} janvier 2007.

Depuis cette nouvelle ère, l'économie roumaine est entrée de plain pied dans la mondialisation, s'est ouverte très largement aux services, a renouvelé de façon profonde son appareil industriel et est entrée dans les tracasseries, pour tout dire normaux, auxquels sont confrontés toutes les démocraties libérales depuis la crise financière de 2008.

Face à tous ces défis, le pays ne cesse d'affirmer son positionnement international grâce à sa situation unique en bordure du bassin stratégique de la Mer noire, il s'est beaucoup rapproché des États-Unis dans le domaine militaire, il défend son originalité dans un contexte régional où la question des minorités demeure vive et reçoit les admonestations ou les recommandations de Bruxelles, comme tout autre membre de l'Union. Une nation pleinement européenne, somme toute, dont les préoccupations actuelles, liées à sa modernisation rapide et qu'elle doit poursuivre, témoignent de l'incroyable chemin parcouru en vingt-cinq ans.

Radu Ciobotea

Les regards qui font l'histoire

Journalistes français dans la Roumanie communiste n'est pas simplement un livre, même si l'on pourrait dire qu'aucun livre n'est simple. Chacun cache les mystères, les passions qui l'ont engendré ou qu'il va provoquer. Chacun avec ses silences et ses lecteurs. Celui-ci, au delà de ses silences et de ses bruits, parfois assourdissants (surtout vers la fin, où l'on entend clairement les mitrailleuses, les chars et les cris qui défient la dictature), reste toujours un livre à revivre, à remplir avec ses propres sursauts et interrogations. C'est, inévitablement, un livre incomplet. Comme tous les livres qui côtoient les vérités d'un grand événement historique et, malgré tous les efforts pour rassembler les textes les plus significatifs, il reste toujours inachevé. On pourrait, sans doute, ajouter des centaines d'autres textes. La presse française foisonne d'articles sur la Roumanie, dans tous les registres d'écriture, sur tous les sujets importants ou pas, construits sur toutes les attitudes possibles, certaines pro-communistes (y compris pro-Ceaușescu), d'autres anti-communistes ou alors, tout à fait indifférentes à cet égard. Je dis indifférentes, parce que « être neutre » (comme le demande la déontologie de la presse) n'était pas possible. On était en pleine guerre froide, il fallait choisir son camp, ou, en tant que journaliste, chercher la voie de la vérité.

Pour les journalistes qui signent ce livre, la vérité n'a pas été un cadeau. Ils ont eu le courage, la ténacité, la force et le talent de la trouver. Et de l'exprimer. L'exprimer à une époque où les choses n'étaient pas du tout claires, où les relations diplomatiques entre la France et la Roumanie allaient pour le mieux, et où la guerre froide isolait la Roumanie entre les murs de l'ignorance et de la peur. C'est pourquoi ce livre a été conçu d'une manière simple, en retraçant l'histoire d'une bataille qui commençait déjà dans les « années bienheureux », à l'insu de monde entier et, qui plus est, à l'insu des Roumains. Cependant, ce n'est pas le souci chronologique qui gouverne la succession des textes, mais les thématiques qui ressortent des groupes massifs d'articles publiés dans divers journaux. C'est pourquoi, parfois, les chapitres reprennent certaines périodes, pour retracer l'évolution d'un

phénomène (comme c'est le cas des protestations ou grèves, tandis que le monde diplomatique était tout sourires, ou bien le cas des évasions au delà du Rideau de Fer, tandis que, sur le plan interne, Ceaușescu paraissait tout à fait à l'aise avec la loyauté de ses sujets).

Ce sont donc des simultanités qu'il a fallu surprendre, les vies parallèles des Roumains, qu'ils soient effrayés ou pas, qu'ils fassent partie de la Nomenklatura ou du camp des insurgés, qu'ils soient diplomates ou ouvriers. C'est une Roumanie à multiples visages que le coordinateur a tenté de surprendre, par le biais de la presse française, un portrait en mouvement, reconstruit par des fragments épars dans les journaux, mais qui puissent reconstruire une atmosphère, un état d'âme, une réalité politique et économique.

Il y a, dans l'enfilade des articles, une logique de la montée du « mal », équilibrée par la logique contraire, de la lutte contre ce mal, même s'il restait, au début, caché dans les détails. En suivant les deux développements, on arrive, inéluctablement, à l'heure de l'entrechoc des deux mondes, à l'« incroyable explosion » de décembre 1989. Et là, on essaie d'éclaircir la vérité des événements, de reprendre le fil des émeutes sans aucun parti-pris, d'éviter le piège de la dualité « révolution ou manipulation », de recadrer les images dans leur lumière naturelle, sans les flashes, les scoops et les enthousiasmes qui ont changé les couleurs de la réalité. Sans imposer aucune conclusion, je laisse, toutefois, résonner les phrases de Dominique Pouchin (*Libération*), qui analysait, avec un recul de quatre mois, la vraie histoire de Timisoara : « À Timisoara, au-delà des mensonges on apprend que la révolution roumaine, aussi trouble fut-elle, peut s'écrire sans guillemets. Et qu'il y aurait mensonge à la réduire à ses simulacres ».

Quelques textes rassemblés dans un dernier chapitre nous ouvrent la voie de la relecture d'une réalité passée, mais pas entièrement claire. Ce sera la tâche des historiens de tout expliquer. Nous nous bornons à faire resurgir, à travers des articles d'une excellente qualité, un passé mouvementé, parfois violent, assez méconnu, mais qui mérite d'être vécu à nouveau, par le biais des regards, sensations, mots et idées des auteurs de ce livre, qui se trouvent parmi les meilleurs journalistes de France.

CHAPITRE I

70, LES ANNÉES BONHEUR ?

1975 est l'année du XI^e Congrès du Parti Communiste Roumain. C'est un moment festif pour les membres du parti et pas seulement. Cette dernière décennie, depuis que Nicolae Ceaușescu a pris la place de Gheorghe Gheorghiu-Dej, le pays a enregistré une évolution économique remarquable ainsi qu'une amélioration des conditions de vie. Serait-ce une preuve que le système centralisé communiste est supérieur au système capitaliste (conformément aux préceptes des manuels économiques et idéologiques) ? Assiste-t-on à une cohésion du peuple roumain autour du chef de l'État, chef qui s'était opposé à Moscou, en 1968, en refusant d'envoyer des troupes en Tchécoslovaquie envahie par les armées du Traité de Varsovie ? L'histoire de cette décennie, perçue et commentée « en temps réel » par les journalistes français, montre, simultanément, une acceptation de la « normalité » roumaine, mais aussi une atténuation graduelle de ce sentiment, qui glisse petit à petit vers des questions délicates. S'agit-il réellement d'une image du développement et de la prospérité clamées par le congrès du parti, ou bien la réalité roumaine commence-t-elle à avoir deux visages, l'un officiel, l'autre caché ?

« La voie roumaine du communisme », concept inventé par Nicolae Ceaușescu après son arrivée au pouvoir, est analysée, dix ans plus tard, par Manuel Lucbert. Une analyse qui n'esquive pas une question essentielle : « *Comment "la voie roumaine" a-t-elle débouché, à son tour, sur une telle concentration de pouvoirs entre les mains d'un chef paré de toutes les vertus ? Pourquoi en est-on arrivé à cette personnalisation extrême du pouvoir ?* », se demande le journaliste. C'est une analyse froide, appuyée sur des chiffres édifiants, témoignage d'un déclin qui s'avérera inéluctable.

La diplomatie roumaine ne connaît pas, dans la décennie 1965 — 1975, les frémissements et les convulsions qu'on ressent dans la vie sociale. 1968 est, bien évidemment, une année charnière à cause de la position inattendue prise par Nicolae Ceaușescu au sujet de l'invasion des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie, mais aussi à cause de l'enthousiaste

reconnaissance de la France, scellée par la visite historique du général Charles de Gaulle à Bucarest. La Roumanie est considérée en Occident comme « le plus indépendant des pays de l'Est ».

Les fêtes de Pâques de l'année 1976 sont décrites, dans un reportage entraînant et plein de couleur, par Robert Ackermann. Et pourtant ici aussi la rêverie est reléguée au second plan, minée par une sorte de fatigue générale, une tristesse pas encore entièrement explicable. La vie quotidienne se mue doucement en une dépression qui rappelle un début de pauvreté, de méfiance, et qui prédit déjà un pays enfermé sur lui-même.

L'entretien Ceaușescu — Tito, en 1972, le statut de « la nation la plus favorisée » accordé par les États-Unis en 1975, la visite du maire de Paris, Jacques Chirac, la même année, permettent à la Roumanie de maintenir son image de pays « indépendant » par rapport à Moscou, pays ouvert à l'Occident, et qui doit être soutenu dans ses efforts de développement ». « L'activité diplomatique déployée par la Roumanie est plus intense que jamais », constate Jacques Guillemé-Brulon. Et pourtant, le discours diplomatique commence à s'éloigner, de plus en plus, de la réalité interne. L'attraction touristique se transforme en potemkinade à l'occasion de la visite de Jacques Chirac (en qualité de premier-ministre), charmé par la Roumanie de Nicolae Ceaușescu (« Cette promenade à travers les montagnes des Carpates orientales a, par la gentillesse dont elle a été entourée, amélioré encore la qualité de l'accueil réservé à M. Chirac par les autorités roumaines », note André Passeron).

Manuel Lucbert

À l'heure du XI^e congrès.
La voie roumaine dix ans après

Le Monde, 23 novembre 1974

Il y a dix ans—en avril 1964—le comité central du parti communiste roumain adoptait les thèses de l'indépendance. Il demandait pour tous les partis communistes et État socialistes l'égalité des droits, le respect mutuel de la souveraineté et des intérêts nationaux. Un an plus tard M.

Ceaușescu remplaçait Gheorghiu Dej, décédé à la tête du PC roumain et lançait les idées essentielles de «la voie roumaine vers le socialisme».

Le XI^e congrès du parti, qui s'ouvre le samedi 23 novembre à Bucarest, doit doter le régime d'une véritable «charte idéologique théorique et politique» et définir une nouvelle étape de l'évolution qui «par le développement de la société socialiste» amorcera l'avènement du communisme.

1. Partout, le culte de M. Ceaușescu

BUCAREST. — Il y a quelques années. M. Ion Gheorghe Maurer, alors chef du gouvernement de la République socialiste de Roumanie, se trouvait en visite dans un pays d'Europe occidentale. Le chef du protocole du dit pays, qui avait eu quelque mal à établir l'ordre des préséances de la délégation amie, se risqua à demander à son hôte des éclaircissements sur cette question, pour lui, capitale.

Le chef du gouvernement roumain lui répondit avec sa verve habituelle : « Chez nous, c'est très simple. En tête vient notre secrétaire général, M. Ceaușescu, en second, c'est moi, puis vous mettez tous les autres par ordre alphabétique ». M. Maurer ignorait, à l'époque, qu'un tel système pouvait encore être simplifié et que lui-même serait un jour, à son tour, relégué dans les profondeurs impitoyables de l'alphabet.

Dans la Roumanie de 1975, nul n'est plus admis à sortir du rang, hormis «Tovarasul Nicolae Ceaușescu», nul n'a plus le droit de s'offrir

à l'admiration des foules. Il ne se passe presque pas de jours sans que la presse rende compte, généralement photos à l'appui, des audiences accordées par le « président » à des visiteurs étrangers. Les journaux, qui ont pourtant réduit drastiquement leur pagination pour des raisons d'économie, ne font pas davantage grâce à leurs lecteurs du moindre télégramme de félicitations adressé à tout propos par le « président » à un autre président roi ou empereur, aux antipodes. Pour peu que M. Ceaușescu prononce un discours, et cela lui arrive fréquemment, les journaux le reproduisent fidèlement, le reste de l'actualité s'effaçant devant la parole présidentielle.

La Roumanie d'aujourd'hui est celle d'un homme, M. Nicolas Ceaușescu, président de la République et secrétaire général du parti communiste, qui la dirige avec autorité et fermeté, sans accepter de partage, sinon avec sa femme, Elena.

Les autres dirigeants ont été réduits, les uns après les autres, au rôle de collaborateurs interchangeable, en fonction des volontés présidentielles, pudiquement dissimulées derrière le principe de la « rotation périodique des cadres ».

La seule pensée diffusée à grande échelle est celle du président. Marx et Lénine sont certes encore exposées dans les vitrines des librairies, mais en quelque sorte comme reliques. La pensée vivante, c'est celle de M. Ceaușescu et les Éditions politiques, avec l'aide de spécialistes des diverses disciplines, se chargent de la rendre accessible à tout un chacun, sous forme de petits manuels intitulés « Documents du parti communiste roumain ». L'ouvrage appelé « la Nation socialiste » publié dans cette collection, comprend cent quatre-vingt-sept citations du secrétaire général, celui sur La littérature et l'art dans notre société socialiste en comprend cent vingt-cinq.

Comment « *la voie roumaine* » a-t-elle débouché, à son tour, sur une telle concentration de pouvoirs entre les mains d'un chef paré de toutes les vertus ? Pourquoi en est-on arrivé à cette personnalisation extrême du pouvoir ? Pour tenter une explication, on peut, semble-t-il, avancer trois séries de réponses : les unes tiennent au caractère du secrétaire général du parti, les autres aux principes d'administration et d'organisation appliqués à ce parti, les dernières, plus générales, renvoyant à l'histoire du parti roumain et à la situation internationale de la Roumanie.

Une évolution progressive et inéluctable

Lorsqu'il arrive au pouvoir, en 1965, M. Ceaușescu est encore, de l'avis même des gens qui l'ont côtoyé à cette époque, un compagnon amical pour ses pairs de la direction du parti. Rares sont ceux qui voient déjà poindre la main de fer sous le gant de velours. L'évolution est

progressive mais inéluctable. Au fil des années, le secrétaire général supporte de moins en moins les critiques que certains osent encore adresser à sa gestion. Après les réunions officielles, il convoque les plus téméraires dans son bureau et leur intime l'ordre de ne plus récidiver. En même temps, M. Nicolas Ceaușescu accumule titres et fonctions. Le côtoiement des grands de ce monde est-il monté à la tête du petit paysan de Scornicești ? Ou bien cette ambition est-elle celle qu'on prête généralement aux timides ?

Concentration et personnalisation du pouvoir ne se retrouvent pas uniquement au « sommet » de l'appareil du parti. Depuis le mot d'ordre lancé, en 1967, par M. Ceaușescu : « *Un seul homme pour une seule charge* », les premiers secrétaires des villes et des judets (départements), assument en même temps les fonctions de présidents des conseils populaires. Ils ne sont pas seulement des chefs de parti, ils jouent en même temps un rôle de maire ou de préfet. De même, il est fortement recommandé que les secrétaires chargés des questions économiques et de propagande dans les comités de parti des départements soient aussi vice-présidents des conseils populaires.

Ainsi, de la base au sommet, le parti gouverne sans intermédiaire. Le but est évidemment d'accroître l'efficacité de la politique suivie en évitant que l'application des décisions prises ne soit pas ralentie par une bureaucratie moins zélée que celle des fonctionnaires du parti. Mais la médaille a son revers : un tel système fait courir aux dirigeants le danger de pratiquer une mauvaise politique faute d'informations transmises par le corps intermédiaires. C'est, semble-t-il, pour tenter de gagner la participation d'une plus grande partie de la population que le Front de l'unité socialiste, organisation de masse créée il y a six ans, a été doté, cette année, d'un statut. Son président — qui s'en étonnera ? — est M. Ceaușescu. Un tel organisme paraît cependant trop formel pour atteindre les résultats escomptés.

L'érosion des structures intermédiaires n'épargne pas le parti lui-même. Le comité central n'a-t-il pas vu ses prérogatives réduites : ce n'est plus lui, mais le congrès, qui élit, depuis 1969, le secrétaire général. Quant au présidium, il a été purement et simplement supprimé. Le bureau permanent, qui sera officiellement créé au prochain congrès, ne peut pas à proprement parler être considéré comme un succédant de cet organisme, puisqu'il sera composé à la fois de dirigeants de l'appareil du parti et de l'appareil d'État. Ainsi, M. Ceaușescu ne court pas la mésaventure d'un Khrouchtchev qui avait été limogé de façon impromptue par ses pairs, réunis à cette fin, en son absence.

Le successeur des grands Roumains

Les deux dernières raisons qui peuvent, semble-t-il, être retenues pour expliquer les origines du nouveau « culte » qui règne à Bucarest sont plus historiques. Le parti roumain a, jusqu'à ce jour, fait l'économie d'une véritable déstalinisation. Le renvoi du ministre de l'intérieur (M. Dragici, en 1968), la réhabilitation d'un dirigeant fusillé (l'ancien ministre de la justice Lucretiu Patrascanu), quelques critiques adressées à l'ancien chef du parti Gheorghiu Dej, pour des violations de la légalité socialiste, c'est peu de chose en regard de toutes les erreurs tragiques et de tous les abus commis de 1945 à 1965, notamment pendant la collectivisation des campagnes. Comment croire qu'une véritable réflexion sur le passé ait lieu alors que réapparaît aujourd'hui, sur les listes de candidats au comité central, un homme comme M. Teoari Georgescu, l'un des dirigeants les plus détestés de l'ère stalinienne ?

Mais le rôle qu'assume M. Ceaușescu ne peut se comprendre, en fin de compte, si on ne se réfère pas à sa volonté de redonner fierté et sa dignité à la nation roumaine. Il apparaît en effet de plus en plus que M. Ceaușescu se considère comme le successeur des grands Roumains d'autrefois, ces princes qui, comme Étienne le Grand au XV^e siècle ou Michel le Brave au XVI^e siècle, luttèrent pour l'unité et la défense des provinces roumaines. Il y a quelques années, le chef du parti avait ordonné qu'on reconstitue sur le terrain un de ces batailles historiques. Après le combat, il se retira sous la tente pour conférer avec le prince Michel, qui avait stoppé son cheval à ses pieds pour lui faire un rapport.

2. Le prix du développement

Dans son premier article « Partout, le culte de M. Ceaușescu » notre correspondant pour l'Europe orientale, a expliqué comment président de la République roumaine et secrétaire général du parti en est venu à concentrer dans ses mains tous les pouvoirs. (*Le Monde*, du 23 novembre). Dans son second article, Manuel Lucbert examine le prix que doit payer la Roumanie pour poursuivre le développement de son économie, condition de son indépendance.

BUCAREST. — Par ces temps de crise de l'énergie, il vaut mieux voir Bucarest de jour que de nuit. Pendant la journée, les rues commerçants et les vastes boulevards de la capitale roumaine bourdonnent d'une foule rugueuse et animée où se mêlent les « bonditsas » chatoyants, ces vêtements sans manches que portent les femmes de la campagne, et les Tsiganes, les hauts bonnets de fourrure que l'on nomme ici « caciula », et les imperméables standards, bleu terne ou marron, des citadins. Le soir tombé — et en cette période de l'année l'obscurité enveloppe la ville

tôt dans l'après-midi — le « pittoresque » s'évanouit. Sous son éclairage jaunâtre réduit par mesure d'économie, la capitale retrouve les traits d'une grosse bourgade un peu triste et délaissée du fond des Balkans.

Gare alors à celui qui se risque par exemple dans les ruelles du quartier des antiquaires pour rejoindre l'auberge somptueuse de Hanul lui Manuk : trottoirs défoncés, pavés mal ajustés, plaques d'égouts traîtreusement surélevées par rapport au niveau du sol ; à chaque pas on manque, si on n'y prend garde, de se rompre les os. Le prochain plan quinquennal sera le premier à s'intéresser à la protection de l'environnement et du milieu de vie. De toute évidence, et de façon du reste fort compréhensible, l'amélioration du cadre de vie, de ces petits riens de la vie quotidienne qui passent si facilement pour du superflu, n'a pas constitué jusqu'à présent une préoccupation primordiale des dirigeants du pays. Il y avait d'autres urgences. Il fallait d'abord construire la route. Pourquoi maintenant perdre son temps et son argent à rectifier le trottoir alors qu'on peut construire une seconde route ?

Aujourd'hui encore, le quantitatif prime le qualitatif, bien que des changements commencent à se produire. Pour arracher le pays au sous-développement et assurer son indépendance, le parti et le gouvernement roumain ont engagé leur peuple dans un effort gigantesque. On ne voit pas de signes de relâchement dans les directives du plan 1976-1980 soumis à l'examen du XI^e congrès. Bon indicateur des choix économiques, le taux d'accumulation du capital, appelé ici fonds de développement, se situera comme dans l'actuel plan quinquennal au niveau élevé d'environ 33%. Il n'était que de 30% de 1966 à 1970 et de 25% de 1961 à 1965.

Des insuffisances enregistrées depuis deux ou trois ans aussi que ceux d'à présent. Ainsi la production industrielle devrait progresser au cours de la période 1976-1980 au rythme moyen annuel de 9 à 10% contre 11 à 12% pendant le plan 1971-1975. Les résultats obtenus jusqu'à présent ont montré que cet objectif n'était pas déraisonnable, puisque pour les trois premières années de l'actuel plan la production industrielle a augmenté par an de 12,7% et qu'en 1974 ce taux approchera les 14%.

Ces chiffres seraient partout ailleurs considérés comme très satisfaisants. Les dirigeants roumains cependant, et en premier lieu M. Ceaușescu, avaient escompté un dépassement plus important des objectifs initiaux. C'est ainsi que les plans annuels révisés pour 1973 et 1974 prévoyaient pour la production industrielle une augmentation supérieure à 16% ; ces objectifs ambitieux n'ont pas été atteints. La même remarque vaut pour la plupart des autres indicateurs économiques nouveaux : produit social, revenu national, investissements, agriculture. Dans ce dernier secteur la situation est même franchement préoccupante.

Officiellement, depuis deux ans, la production agricole globale stagne. En réalité, le parti rencontrerait dans les campagnes des difficultés sérieuses. Il n'a pas échappé aux observateurs que le discours prononcé par M. Ceaușescu « *le jour de l'agriculture* » était consacré pour une bonne partie... aux problèmes de l'industrie. En 1973, la production des céréales a été inférieure de 3 millions de tonnes à celle de 1972, considérée, il est vrai comme une année record. Le niveau de la production de pommes de terre n'atteint pas la moyenne des années 1966-1970. Les résultats sont meilleurs dans l'élevage, grâce à des mesures d'intéressement prises en faveur des paysans : augmentation du prix d'achat du bétail, progression du revenu minimum.

Ces déboires sont mis le plus souvent au compte des conditions climatiques défavorables. Il en ira de même cette année : les pluies très abondantes dans certaines régions du centre et du nord du pays ont entraîné dans le ramassage du blé, du maïs, de la betterave à sucre, des retards qui se répercutent sur la date des semailles. Le bon déroulement de la prochaine récolte risque déjà d'être compromis dans plusieurs départements. Les dirigeants semblent parfaitement conscients de la situation et les prévisions de croissance dans ce secteur sont d'une remarquable modestie : les taux annuel de 4,6%-6% par an jusqu'en 1980 a été retenu, contre 7-10% de 1971 à 1975.

D'une façon générale, les responsables du plan manifestent une plus grande modestie, que par le passé. Les réalistes paraissent cette fois — il en allait différemment jusqu'à maintenant — avoir, en partie, imposé leurs vues aux partisans d'un développement « volontariste » du pays. Ils ne manquaient pas d'arguments. D'une part, l'effort exigé de la population est très lourd. Depuis 1971, les salaires réels, dans l'industrie n'ont augmenté que de 3,3% par an, et ce taux ne sera guère dépassé au cours du prochain plan quinquennal, alors que la hausse des prix s'annonce plus forte. Des mouvements de mécontentement auraient éclaté ces derniers mois dans plusieurs centres industriels et miniers. D'autre part, l'expansion se heurte à un certain nombre de contraintes, dont certaines, dues à la situation mondiale, ne pouvaient être prévues.

Le premier obstacle au maintien d'une croissance très élevée tient à l'abaissement des réserves matérielles de l'économie roumaine. D'extensif, le développement doit maintenant devenir intensif. Le coût en devient plus élevé, alors que les possibilités d'investissement ne sont pas inépuisables. La Roumanie qui avait largement emprunté à l'étranger ces dernières années notamment, en Allemagne fédérale et aux États-Unis, souhaite réduire son endettement extérieur à court terme d'ici à la fin de l'année, et à moyen et long terme d'ici à 1980.

Une migration coûteuse

Autre facteur négatif : l'importance du mouvement de population des campagnes vers les villes. Les directives du X^e congrès avaient envisagé que de 1971 à 1975 l'économie nationale absorberait quatre cent mille à cinq cent mille salariés supplémentaire pour répondre à la croissance naturelle et à l'exode rural. Les prévisions du plan finalement retenu avaient porté ce chiffre à un million. Or, en réalité, il sera estimé-t-on, de 1,3 million. Au cours du prochain plan, le mouvement se poursuivra presque au même rythme : 1 à 1,2 million de nouveaux postes de travail seront créés d'ici à 1981, dont la moitié seront pourvus par une main-d'œuvre d'origine rurale.

Pour la première fois, l'industrie occupera davantage de travailleurs que l'agriculture : en 1980, 47% de la population active sera employée dans l'industrie et le bâtiment ; 27% dans agriculture ; le reste relevant du secteur improductif. En 1970, il y avait à peu près équivalence entre les secteurs agricoles et les secteurs non agricoles : c'est dire l'ampleur de la mutation. Un tel mouvement de population nécessite la construction de logements, d'infrastructures diverses ; il rend indispensable des investissements sociaux, qui grèvent lourdement le budget national.

Enfin, parmi les contraintes qui risquent à l'avenir de limiter l'expansion, les responsables roumains doivent tenir compte des effets de la mauvaise situation économique internationale. Certes, la Roumanie couvre ses besoins à 90%, et, de ce point de vue, elle se trouve dans une situation très favorable. Mais la hausse des prix sur les marchés mondiaux se répercute d'autant plus sur l'économie que la part du commerce extérieur avec les pays non socialistes s'élève à 45% du total. Cette diversification, destinée à l'origine à éviter la dépendance trop grande vis-à-vis des pays du COMECON et surtout de l'Union soviétique, pose aujourd'hui des problèmes à la Roumanie. Certains interlocuteurs n'excluent pas, du reste, un retournement de tendance en faveur, des échanges avec les pays de l'Est, où les prix sont plus stables et fixés pour une longue période.

Les dépenses supplémentaires dues à la hausse des prix des facilités de voyage en Occident, en ont plutôt mal usé, aux yeux de M. Ceaușescu. Certains ne sont pas rentrés, d'autres en ont profité pour faire des déclarations fracassantes contre le parti. Aujourd'hui, les écrivains, mis au pas, se tiennent coi. De toute façon, l'heure n'est pas à la distribution. Elle est au travail et à l'austérité.

Robert Ackermann

Le printemps de Bucarest

La Croix, 8 mai 1976

Depuis des semaines, on l'attendait avec impatience. Il fit à tous la grâce d'être exact au rendez-vous : en cette semaine même où l'Église orthodoxe célébrait la grande semaine de Pâques, le printemps a pris possession de Bucarest. Royalement. Et tout a été changé.

La Roumanie d'aujourd'hui ne prête guère à la rêverie, au symbole. Tout ici se veut sérieux, marqué d'un froid réalisme. Mais c'est Pâques (huit jours après notre fête latine) et je suis étranger. Et rien ne pourra empêcher pour moi que le chaud soleil qui inonde les rues et les parcs de Bucarest ne prennent le relais de ces milliers de bougies tremblantes qui ont illuminé cette nuit la cathédrale archicombles. En famille, on vient admirer en se promenant les narcisses et les primevères qui transfigurent le parc Herastrau, et moi je revois ces éclatants bouquets de fleurs blanches et rouges que, tout à l'heure, juchés sur les épaules de leurs papas, les enfants déposaient doucement sur l'icône de la Résurrection. Peut-être aussi les oiseaux, les cris des enfants heureux, jusqu'à cette plainte du mendiant à la porte de la petite église Cretsulesco, reprennent-ils l'Annonce qui a passé le temps : Hristos a inviat ! Christ est ressuscité! »

«Le petit Paris»

Je ne reconnais plus la foule de Bucarest. Ces jours derniers, elle m'était apparue terne, grise. Trop de gens pressés, de visages fatigués. Et je ne savais que répondre à cette interrogation un peu inquiète par laquelle débute toute rencontre en Roumanie : « Comment trouvez-vous notre pays ? Beau, n'est-ce pas ? » Localement, on ajoutait : « Bucarest n'est-il pas un peu comme Paris ? », tandis qu'en Moldavie, à l'extrême nord du pays, on usait d'une variante intéressante, intéressée : « Iassy repose entre sept collines. Comme Rome, hein ? » Je ne savais que répondre, trop pris par le spectacle de la rue.

Car Bucarest — vite oubliés les miliciens et les soldats, trop nombreux, — c'est d'abord une foule de gens simples. L'étalement des horaires de travail fait qu'elle est toujours omniprésente. Les tramways et les trolleybus bondés, les taxis aux banquettes défoncées semblent ne pouvoir jamais l'absorber. À toute heure du jour, il y a foule aux grands magasins de la Calea Victoriei, l'artère centrale. On se presse à la recherche d'une « affaire », et, stoïquement, on fera la queue une bonne

demi-heure si, ce jour-là, on a eu la bonne chance de dénicher quelque chose d'intéressant.

Armstrong made in URSS

On est aux antipodes ici de la société de consommation. Vitrines et magasins sans grâce offrent les mêmes objets « standard ». Nulle fantaisie au rayon de disques où une même mauvaise jaquette présente quelques jeunes chanteurs roumains et surtout des aires folkloriques. Pas un disque étranger, hormis un enregistrement d'Armstrong made in URSS. Le petit rayon librairie du magasin Victoria offre des livres de mathématiques, d'économie, de physique, de bricolage. Mais aussi, en évidence, comme dans tous les kiosques de la ville d'ailleurs, le rapport de XI^e Congrès du Parti communiste, les statuts du Parti, les œuvres du président Ceaușescu (onze volumes, reliés en toile rouge... ou bleue. Pourquoi bleue ?). Voici des livres pour les enfants : des « pionniers » découvrent la beauté de leur pays, un « premier livre » d'anglais m'apprend que Lénine cultivait l'art d'être grand-père : *Lenin among the children*.

Au stand voisin, des adolescents contemplant des bicyclettes massives, uniformément peintes de vert. Inusables, explique le vendeur. Je le crois volontiers. Un dernier regard sur les modèles de postes de TV : ici encore, la « standardification » est la rançon de l'efficacité et de la planification. Ils sont chers, d'ailleurs : 3500 à 4000 lei — un transistor très moyen ; 1200 lei, un petit électrophone : 1500, — alors que la paye d'un ouvrier est de 2000 lei, celle d'un instituteur de 2400, l'ingénieur étant mieux servi avec 2600 lei.¹

Poursuivons notre exploration des rues commerçantes. Elles sont le royaume des petits fonctionnaires aux chapeaux et pardessus « à la russe », des ménagères aux fichus noirs, visages de paysannes transplantées en ville, comme partout. Beaucoup se signent en passant devant les innombrables petites églises de Bucarest. Souvent, on entre pour une prière. Un cierge devant l'icône argentée de la Vierge de tendresse, un autre, selon la richesse, devant l'icône de saint Nicolas ou de saint Georges. Parfois aussi, on tire du cabas, un petit pain, une bouteille de vin, un gâteau. En se signant par trois fois, on les dépose sur un petit tableau dressé devant l'iconostase. Offrande du pauvre à plus pauvre que soi : le prêtre et sa famille, le personnel d'église (chantres, sacristain),

1. Le leu (pluriel -lei) vaut au change officiel 40 centimes. Un dollar : 12 lei. Au marché noir : 20,25, 30 lei. On peut toujours discuter : la Roumanie est un pays latin.

et les nécessiteux. Ceux-ci existent, et pas seulement ces tziganes qui vivent de mille petits métiers et de beaucoup de mendicité... malgré tous les efforts du gouvernement pour les stabiliser.

Le brandy chinois

Un groupe de jeunes stationne à l'arrêt de l'autobus devant l'église. Uniformes bleu sombre, les cheveux à quelques centimètres et, pour les plus jeunes, « la boule à zéro » : lycéens du secteur VI, indique leur épaulette. Leurs aînés, eux, ressemblent plus heureusement à la jeunesse de tout pays. Un bref regard pour surveiller la rue, et les plus audacieux, à l'abord des hôtels pour étrangers, se livrent à leur sport favori : l'échange de lei contre de bons et solides dollars à un taux défiant toute concurrence. « Do you want a good change ? », mots magiques qui, en cas de réussite permettront peut-être, au jeune homme d'offrir à sa petite amie ce sac dont elle rêve, en vitrine de cette boutique plus aguichante que les autres, mais dont les marchandises se payent obligatoirement en monnaie de l'Oncle Sam. L'Est a de ces mystères !

Je repense à cette brève confidence, dans un restaurant de Iassy, d'un vieil homme assis à ma table : « Vous vous étonnez de beaucoup de choses. Vous croyez que c'est plus normal qu'on trouve partout des conserves de fruits chinoises, du cacao chinois, du brandy chinois ? » Un instant de silence. Il reprend : « Du brandy chinois ! Ça ne vaut pas notre « tuica » (l'alcool national) ». Un moment encore, et il ajoute, à voix très basse : « Ceaușescu a fait beaucoup à l'extérieur pour la Roumanie, et c'est très bien, je suis d'accord, mais à l'intérieur, c'est dur, c'est dur... » De la cuisine, nous sommes passés à la politique. Je voudrais qu'il m'explique la corrélation. Peine inutile, il en a trop dit. L'étranger est magnifiquement accueilli, et les Français jouissent d'un préjugé favorable, mais la pudeur, la discrétion et, pourquoi ne pas le dire, la sécurité ont leurs exigences. Sans doute la vie quotidienne d'un Roumain est-elle ainsi, partagée entre sa religion (indéracinable..., j'y reviendrai), le travail dans des champs collectivisés ou des usines qui ne sont ni meilleures ni pires que d'autres, une vie familiale solide, la recherche du pain quotidien, et l'inévitable politique.

Il importe peu que les villages soient jalonnés de grandes pancartes rouges à lettres blanches indiquant ce que le plan requiert des paysans. Dans les gares, pareillement, des panneaux incitent à l'effort collectif : « En 1970, nous avons transporté tant de tonnes de marchandises ; en 1980, nous doublerons ce tonnage... » La nation travaille dur, et le peuple roumain est fier. Mais qu'en est-il, à la longue, de ce martelage idéologique permanent déversé par la radio, les revues, la télé ? À côté d'une

ou deux revues féminines, d'une revue pour enfants, les kiosques offrent une propagande monotone. Déprimante.

Les sphères officielles donnent leurs explications : « Au 31 décembre 1975, le Parti communiste roumain comptait 2 500 000 membres, soit 17% de la population adulte, 23% de la population active. 50% des membres du PC sont des ouvriers, 20% des paysans, 22 % des intellectuels et des fonctionnaires. Et rien qu'en 1975, nous avons enregistré 100 000 adhésions nouvelles ». À ces chiffres, il faut ajouter plus de 2 millions de pionniers (jeunes de 8 à 14 ans) et près de 2 millions et demi de membres de la jeunesse communiste (14 à 28 ans). « Notre société est révolutionnaire », constate-t-on avec fierté.

L'optimisme officiel jure décidément trop avec la réalité. Je ne doute pas un instant que toute la Semaine sainte et le jour de Pâques, à Bucarest, à Braşov, à Iassy, partout ailleurs » les églises étaient pleines à craquer de « membres du Parti communiste » ! Jeunes gens et jeunes filles, très nombreux, mais aussi jeunes foyers, hommes et femmes plus âgés. De toutes conditions. Pendant de longues heures, ils se sont signés devant les icônes, ils ont repris les « alléluia » qui rythment sans fin les offices orthodoxes. Des centaines de milliers de cierges, dans la nuit de Pâques, ont été allumés au cierge du diacre. « Hristos a Inviat ».

Deux idéologies s'affrontent. Deux façons de voir le monde. À moins qu'elles ne cohabitent ? Un petit « mystère » qui doit bien avoir son explication...

Jacques Guillemé-Brûlon

À l'occasion de l'inauguration du grand barrage sur la Danube,
Rencontre Tito—Ceaşescu aux Portes de Fer

Le Figaro, 17 mai 1972

Les entretiens Tito-Ceaşescu qui s'ouvrent aujourd'hui aux Portes de Fer à l'occasion de l'inauguration du barrage construit en collaboration par les deux pays sur le Danube, dépassent en importance et en portée les rencontres biannuelles dites « de routine » au cours desquelles le premier secrétaire du PC Roumain et le chef de la Ligue des communistes yougoslaves confrontent leurs points de vue non seulement sur les problèmes d'intérêt commun, mais encore sur ceux qui affectent l'ensemble du monde communiste.

C'est ainsi que les 23 et 24 novembre dernier, le maréchal Tito s'était

rendu à Timisoara pour rendre compte à M. Ceaușescu du résultat de ses anciens entretiens avec M. Brejnev.

Les conversations qui se sont engagées, ce matin apparaissent d'une autre nature dans la mesure où l'œuvre gigantesque qui vient d'être achevée en commun symbolise l'amitié fraternelle qui unit les deux peuples et les deux gouvernements tout en concrétisant de façon spectaculaire leur volonté de passer de la théorie à la pratique dans le domaine de l'édification efficace et harmonieuse du socialisme.

Il est clair que l'on a souhaité démontrer, ici de part et d'autre les succès auxquels pourrait prétendre le communisme mondial si, au lieu de se perdre en vaines querelles de préséances idéologiques, il s'appliquait à laisser chacun de ses éléments se développer selon ses besoins, ses aspirations et ses traditions nationales, sans pour autant négliger sa mission internationaliste.

M. Ceaușescu s'est entouré des fidèles parmi les fidèles pour effectuer ce déplacement aux Portes de Fer. Aussi est-il significatif de noter la présence de MM. Niculescu-Mizil, Bodnaras et Stefan Andrei, entre autres, auprès de lui. La preuve est par là même faite que le premier n'a pas été victime du limogeage que certains ont voulu voir dans son départ du secrétariat et sa nomination à la vice-présidence du Conseil.

M. Niculescu-Mizil demeure, en réalité, l'un des plus proches collaborateurs du premier secrétaire. Rien de plus naturel que M. Bodnaras, chargé des questions militaires au secrétariat, assiste à l'actuelle rencontre où ne serait-ce qu'en raison des développements de la situation au Vietnam, son concours se révèle nécessaire.

Il en va de même pour M. Stefan Andrei qui s'occupe des relations inter-partis. À quarante et un ans, celui qui a remplacé M. Niculescu-Mizil au secrétariat est l'homme qui monte. N'a-t-il pas notamment suivi M. Ceaușescu en juin 1971 en Chine populaire, puis à l'occasion de son périple africain du mois d'avril dernier ; ne sera-t-il pas de nouveau l'un des premiers sur la liste de ceux qui l'accompagneront début juin au Japon, à Singapour et en Malaisie ?

Gymkhana diplomatique

Car l'activité diplomatique déployée par la Roumanie est plus intense que jamais.

À peine M^{me} Golda Meir avait-elle quitté Bucarest que l'on voyait s'y pointer M. Honecker. Le premier traité bilatéral d'amitié et d'assistance roumano — est-allemand, en panne depuis 1968, était signé tambour battant.

À peine rentré des Portes de Fer, M. Ceaușescu recevra M. Fidel Castro avant de prendre la route de l'Extrême-Orient.

Le gymkhana diplomatique auquel se livre le premier secrétaire ne l'empêche pas de poursuivre sa campagne de reprise en main idéologique et de remise en ordre du parti. Hier encore, s'adressant aux ouvriers de l'usine de wagons de Turnu Severin à l'occasion du 1850^e anniversaire de la fondation de la ville, il a annoncé que des sanctions seraient prises à rencontre de quatre députés de la grande assemblée et divers députés des Conseils populaires convaincus de prévarication.

Le plénum du comité central d'avril avait laissé, il est vrai, prévoir que les mutations ou les exclusions motivées par la politique dite de « rotation des cadres » ou par des sanctions, allaient se poursuivre pendant une période indéterminée.

Jacques Guillemé-Brûlon

Les États-Unis accorderaient à la Roumanie la clause de la nation la plus favorisée

Le Monde, 12 juillet 1975

WASHINGTON (AFP) — La Roumanie pourrait être le premier pays communiste à bénéficier aux États-Unis de la clause de la nation favorisée depuis l'adoption de la loi commerciale de 1974, qui en lie l'octroi à la politique d'émigration des pays de l'Est. La commission des finances du Sénat, à l'unanimité, et une sous-commission de la Chambre des représentants, à une très large majorité, viennent toutes deux d'approuver l'octroi de cette clause à ce pays, comme l'avait demandé le gouvernement américain. À la suite de ces votes, l'approbation par le Congrès ne fait guère de doute.

La Pologne et la Yougoslavie bénéficient déjà de la clause de la nation la plus favorisée, qui se traduit par une diminution de près de 50% des droits de douane sur les importations américaines en provenance de ces pays. Mais cette concession commerciale leur avait été accordée avant la voie de la loi de 1974 spécifiant que la clause ne peut être accordée aux pays communistes s'ils ne libéralisent pas leur politique d'émigration à l'égard des minorités. L'adoption de ce texte restrictif avait amené l'URSS à dénoncer l'accord commercial conclu en 1972 avec les États-Unis.

André Passeron

Bucarest et Paris ont des approches différentes
sur le rôle des pactes militaires*Le Monde*, 29 juillet 1975

Revenu de Bucarest dimanche soir, M. Jacques Chirac devait regagner Paris ce lundi 28 juillet en fin de journée, au terme d'un voyage de cinq jours en Roumanie. Avant son départ, le premier ministre français a signé un nouvel accord de coopération décennal entre les deux gouvernements qui ont publié un long communiqué énumérant certaines actions précises en matière de coopération commerciale, industrielle, culturelle et touristique.

BUCAREST. Les entretiens politiques de M. Jacques Chirac avec M. Nicolae Ceaușescu se sont déroulés samedi du bord de la mer Noire pendant plus de trois heures dans la résidence d'été du chef de l'État, à Constantza. À l'issue du déjeuner offert à son hôte, M. Ceaușescu a résumé les conversations qui ont eu lieu en la seule présence — silencieuse — de M. Manescu, premier ministre roumain. Le chef de l'État, qui s'est félicité de l'accroissement de la coopération économique qui venait d'être décidé, a surtout insisté sur les notions d'indépendance nationale et le respect de la souveraineté de chaque pays. Il a évoqué directement la conférence d'Helsinki en disant : « *La sécurité européenne doit s'établir dans le respect de l'indépendance et de la souveraineté des nations, dans celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures et en renonçant à toutes les menaces d'emploi de la force dans les relations entre États. Le document qui sera signé à Helsinki devra jeter une base juridique nouvelle pour les relations entre les États du continent. Sans se faire une illusion particulière ni penser que l'on va résoudre en Europe du jour au lendemain tous les problèmes qui se sont accumulés, il faut d'abord arriver à liquider les bases militaires de sorte que chaque nation se sente à l'abri de toute agression et puisse se consacrer au bonheur de son peuple.* »

Tourisme culturel et Amitié

M. Chirac en est resté dans sa réponse, au niveau des principes, en évoquant de nouveau « la détente, l'entente et la coopération prônées par le général de Gaulle et confirmées par le président Valéry Giscard d'Estaing lors de sa rencontre avec M. Brejnev à Rambouillet ». Il s'est affirmé favorable à « un désarmement réel, complet et contrôlé ». Si M. Chirac n'a pas été précis, c'est qu'au cours de son entretien avec M. Ceaușescu il est apparu que les deux pays, s'ils avaient dans ce domaine

un objectif commun, n'en avaient pas moins de approches bien différentes. Ainsi, le président roumain a souhaité une évacuation immédiate des forces appartenant à l'URSS, aussi bien qu'aux États-Unis des pays dans lesquels elles stationnent respectivement. Il veut obtenir une dislocation rapide et simultanée du pacte de Varsovie et de l'OTAN. Cette attitude, et M. Chirac l'a noté, ne paraît pas réaliste à la diplomatie française. Pour garantir sa sécurité, la Roumanie voudrait un désarmement universel, alors que la France compte sur le caractère dissuasif de son propre armement nucléaire.

Dimanche, le premier ministre a vu un tout autre aspect de la Roumanie en parcourant la haute Moldavie, région proche de l'URSS et objet au cours des siècles de nombreuses convoitises. Dans cette province où il y a un demi-millénaire le voïvode Étienne le Grand fit fleurir les monastères byzantins les plus délicats, les plus finement décorés, M. Chirac a traversé un véritable musée vivant. À chaque étape, le folklore étonnamment présent lui a offert ses séductions chatoyantes. Danseurs, chanteurs, musiciens en pittoresque costume, lui ont partout donné des aubades. S'il a, devant les usines, été applaudi par les ouvriers, les paysans, dont beaucoup portent encore les vêtements de jadis, ont salué respectueusement l'hôte de leur pays. Dans la cathédrale de Radauti le métropolite a célébré la messe selon le rite orthodoxe et, dans son prêche, il a invité les fidèles à prier tout à la fois pour le patriarche Justinien, chef de l'Église roumaine, et pour le président socialiste de la Roumanie. Dans chaque monastère, un pope ou une nonne parlant français ont expliqué aux visiteurs français le sens des fresques admirables qui couvrent aussi bien l'extérieur que l'intérieur des chapelles. Cette promenade à travers les montagnes des Carpates orientales a, par la gentillesse dont elle a été entourée, amélioré encore la qualité de l'accueil réservé à M. Chirac par les autorités roumaines.